

DISPOSITIFS ET SYSTEMES DE FINANCEMENT DE LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE

Enquête sur 13 centres de formation à Madagascar

RAPPORT D'ETUDE

Volume 4

Diaporama : restitution de l'étude le 29 octobre 2010



Claude LAROCHE

Octobre 2011

Ce rapport est un complément des trois volumes séparés :

1. Rapport principal
2. Note méthodologique d'enquêtes
3. Résultats des enquêtes dans les centres de formation

Les volumes 2 et 3 comportent des fiches et tableaux sous Excel dont la diffusion pourra être faite sur demande (far@agropolis.fr ou igor.besson@supagro.inra.fr).

Contribution à la maquette et mise en page :

Couverture :

Photos de couverture :

Version initiale :

Igor Besson

Evelyne Galtier

Claude Laroche

Novembre 2010

Les analyses et conclusions exprimées dans ce document sont formulées sous la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel du réseau international FAR ou de ses institutions partenaires.

Table des Matières

Présentation 1 :

| | |
|---------------------------|---|
| Restitution de la mission | 4 |
|---------------------------|---|

Présentation 2 :

| | |
|---|----|
| Visite de quelques centre de formation agricole et rurale | 20 |
|---|----|



LES DISPOSITIFS ET LES SYSTEMES DE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE AGRICOLE ET RURALE (FAR)

Restitution de la mission à Madagascar
de Claude LAROCHE
le 29 octobre 2010

LES TERMES DE RÉFÉRENCE (1/2)

- **Résultats attendus**
- Des **éléments contextuels** du secteur agricole, de la formation agricole et rurale et des stratégies nationales dans ces deux domaines.
- **L'environnement institutionnel** de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
- **L'inventaire détaillé des dispositifs et des financements** existants dans la FAR : leur fonctionnement, leur gouvernance, les acteurs impliqués, leurs résultats, leur pérennité, leurs spécificités
- **L'évolution des dispositifs** de FAR et des systèmes de financement
- **Une typologie des dispositifs** de formation et de leurs systèmes de financement

LES TERMES DE RÉFÉRENCE (2/2)

- **L'analyse sommaire des résultats** des dispositifs de FAR, notamment dans leur contribution à la réalisation des résultats prévus de la politique de développement agricole et rural.
- **Des propositions et des recommandations** dans le but de développer des **mécanismes de financement appropriés** et durables pour la formation des ruraux, notamment des plus pauvres
- Une contribution à la réponse à la problématique de savoir **combien coûte la formation des producteurs agricoles**

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (1/8)

• **Interdépendance économique / social**

L'arrivée sur le marché du travail de nombreux jeunes de niveau primaire sans formation professionnelle constitue

- **une menace pour la paix sociale,**
- **un frein au développement économique**

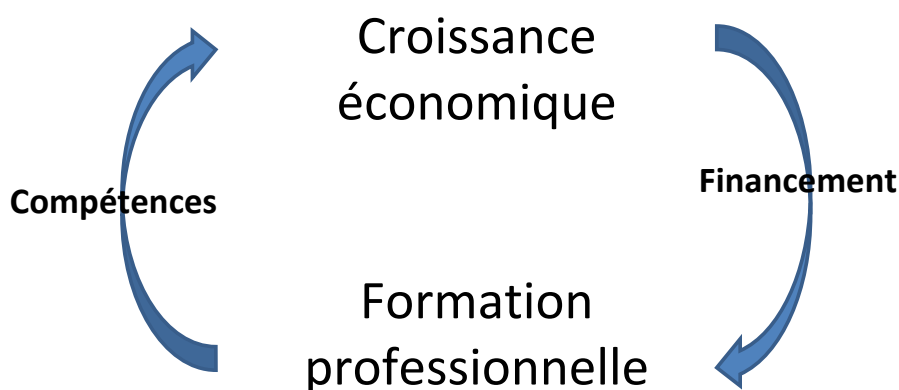
• **Solutions :**

- **une vigoureuse croissance économique**
- **une forte accélération de la formation professionnelle**

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (2/8)

- Le monde rural n'est pas seulement agricole
- Dans les zones surpeuplées des Hautes Terres, les exploitations non viables parce que trop petites ne pourront être partagées entre les héritiers
- Beaucoup de jeunes ruraux devront trouver des emplois ou des auto-emplois **en dehors de l'agriculture, si possible en milieu rural**
- D'où la nécessité de programmes de formation agricole et rurale (**artisanat, bâtiment, tourisme rural, services divers...**)

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (3/8)



On ne peut faire l'un sans l'autre, donc:

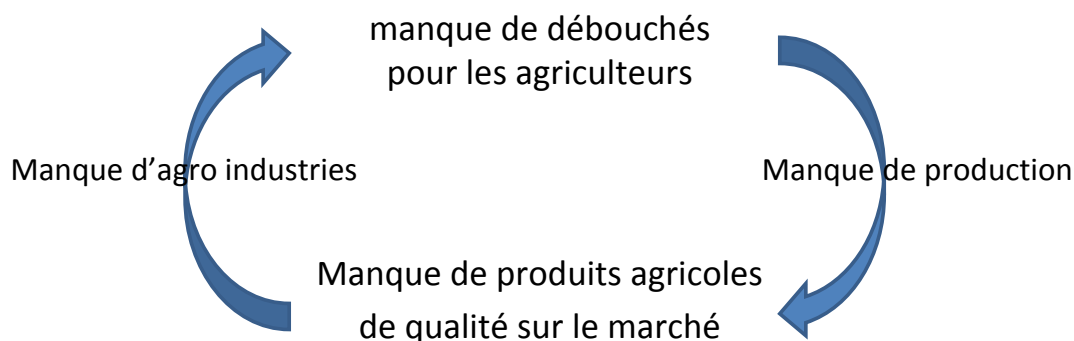
- **Relancer la croissance** économique
- **collecter des impôts** sur le supplément de richesse induit

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (4/8)

- Pour relancer la croissance, il faut élaborer le

programme sectoriel agricole

- Un exemple : casser le cercle vicieux



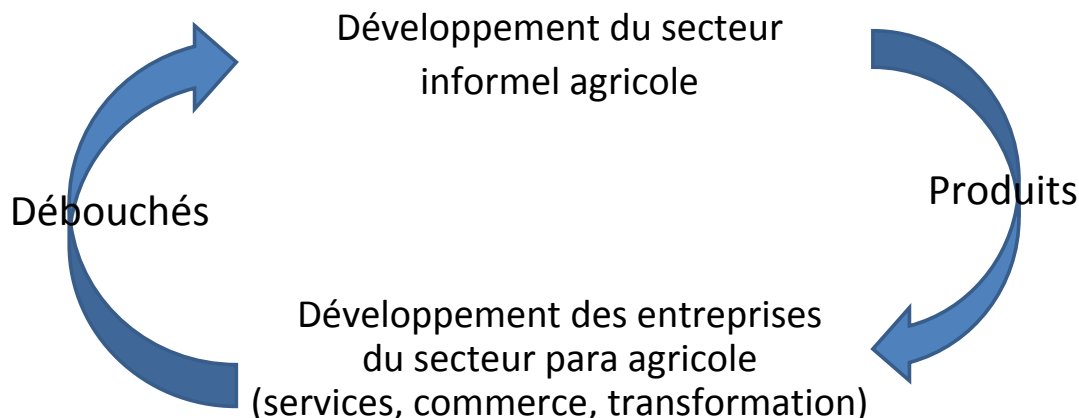
Une solution possible :

favoriser l'installation d'entreprises modernes de production agricole de taille moyenne et grande, couplées à des agro industries

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (5/8)

- Une autre perspective :
- Engager le pays dans une vaste opération de **migration organisée et de développement de l'ouest**, ce qui suppose :
 - un vaste programme **d'aménagement du territoire**,
 - **un soutien aux collectivités** territoriales concernées
 - le développement des services de **santé** et **d'éducation**
 - le développement d'opérations de **maîtrise foncière**,
 - **le soutien aux migrants** (formation, crédit...)

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (6/8)



Le développement de la production et le bien être des producteurs sont étroitement **dépendants des entreprises** amont et aval et du développement des **filières de production**

(mise en place de **disciplines de production** communes aux divers métiers de la filière)

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (7/8)

- La formation professionnelle n'est pas seulement agricole et rurale
- Elle doit être générale pour entraîner un **développement de l'ensemble de l'économie**
- Elle doit être **pensée comme un tout**, sans se limiter au monde rural,
- mais on peut et on doit favoriser certains secteurs (agriculture, élevage, pêche, tourisme rural, bâtiment, artisanat...) par des **actions spécifiques** comme la correction des disparités régionales en matière d'offre de formation

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES (8/8)

- Le **secteur informel** est très largement dominant à Madagascar (vraisemblablement autour de 80% de l'économie).
- Deux inconvénients :
 - **concurrence déloyale** par rapport au secteur formel (aviculture par exemple)
 - **Possibilité réduite de prélever des impôts**
- En conséquence, on doit combiner des programmes de stimulation de la croissance économique avec de fortes **incitations à la formalisation des petites entreprises**
- Parallèlement on doit **renforcer les capacités de services fiscaux**

DIVERS TYPES DE FORMATION (1/4)

- **la formation initiale**
 - C'est une affaire d'établissements de formation
 - Ceux-ci doivent respecter des normes et délivrer des diplômes contrôlés par l'Etat,
 - on est dans une **logique d'offre de formation**
- **la formation continue dans le secteur formel**
 - permet l'adaptation des entreprises au contexte économique, juridique, social, etc
 - est dispensée par des établissements de formation initiale et des prestataires de services spécialisés
 - on est dans une **logique de demande** de formation

DIVERS TYPES DE FORMATION (2/4)

- **la formation continue du secteur informel, l'alphabétisation fonctionnelle et le conseil** concernent essentiellement des acteurs économiques du secteur rural
 - qui n'ont pas eu accès à une formation initiale,
 - qui ont une capacité contributive quasi nulle,
 - et qui ne savent pas trouver eux-mêmes la réponse à leurs besoins de formation.
- On est là aussi dans une **logique de demande**
- Les **CSA** (intermédiation) et les **FRDA** (financement) dans le domaine agricole leur apportent des solutions
- les **CCI** et les **Chambres des Métiers** pourraient faire l'équivalent des CSA dans les autres métiers ruraux.

DIVERS TYPES DE FORMATION (3/4)

- **L'intermédiation** consiste à :
 - **identifier la demande** de formation
 - **trouver la réponse** à la demande auprès d'un prestataire de services spécialisé (centre de formation, expert...), grâce à une procédure d'appel d'offres ou de consultation,
 - **contractualiser** avec le prestataire
 - **vérifier le service fait**
 - **payer** le prestataire.
- Est appliqué en outre le **principe de non gratuité**, qui permet de s'assurer que le service est bien demandé.

DIVERS TYPES DE FORMATION (4/4)

- **Offre de services de formation au secteur informel**
 - Cette offre est **hétérogène et incomplète**,
 - Les prestations ne sont pas toujours de bonne qualité
 - un **système de certification des capacités professionnelles** est nécessaire
 - On doit **organiser, professionnaliser, former (formation continue) ce secteur, et améliorer l'information sur ses acteurs.**

LE SECTEUR PRIVE DANS LA FORMATION

- **Le secteur privé est dominant** et plus dynamique que le secteur public,
 - mais l'emploi de **vacataires** du secteur public est une facilité qui risque de se tarir avec le vieillissement des enseignants publics,
 - leur emploi sans contrôle peut nuire à la qualité de l'enseignement public,
- **le coût de la formation**, insupportable pour de nombreux parents, **exclut de nombreux talents**,
- Les établissements se concentrent dans les zones les plus rentables (les plus développées), **délaissant les autres régions.**

ORIGINE DU FINANCEMENT (1/5)

- **Financement par l'Etat**
- La formation initiale dans l'enseignement général étant **gratuite**, il serait juste que la formation professionnelle initiale le soit aussi, au moins jusqu'au baccalauréat.
- Pour éviter l'exclusion actuelle de nombreux jeunes, il est suggéré que l'Etat (et les bailleurs) **subventionne les établissements privés avec une subvention par tête** en laissant à la charge des parents une contribution qu'ils soient capables de supporter.
- C'est déjà ce système qui est appliqué par certains bailleurs qui subventionnent les MFR ou d'autres associations, car **il n'y a de toutes façons pas d'autres moyens** d'amener ces jeunes à recevoir une formation professionnelle.

ORIGINE DU FINANCEMENT (2/5)

- **Financement bancaire**
- (cité pour mémoire : il semble bien qu'une telle formule soit impossible, car avec le LMD, toutes les formations supérieures ont une équivalence internationale)
- Dans la mesure où les études supérieures sont rentables pour ceux qui les reçoivent, il serait normal de leur en faire supporter la charge grâce à un emprunt bancaire. Cela permettrait de donner plus de ressources publiques à ceux qui ne peuvent payer.
- **Une garantie de l'Etat** correctement gérée, conjointement avec les banques, permettrait d'élargir le marché de la formation, et par conséquent d'élargir l'offre.
- Malheureusement, il est probable que ceux qui partiront à l'étranger après leurs études se dispenseront de rembourser, sans aucune possibilité de recours par l'Etat.

ORIGINE DU FINANCEMENT (3/5)

- **Financement par une taxe**
- Ce mode de financement est logique pour la formation continue des agents des entreprises du secteur formel.
- **La Taxe de Formation Professionnelle** permet de réunir des ressources pour **créer un marché de la formation continue**, et elle **incite les entreprises à former leurs agents**.
- Ainsi elles ont le choix entre
 - payer la taxe à fonds perdus,
 - organiser elles même leur propre formation en recourant à des formateurs agréés, grâce au mécanisme de **ristourne de la taxe**,
 - ou bénéficier d'une formation financée par le fonds de formation.

ORIGINE DU FINANCEMENT (4/5)

- Le modèle est le **système tunisien**.
 - Le taux de prélèvement est de 1 ou 2% du CA selon les catégories d'entreprises
 - les entreprises qui assurent leur propre formation peuvent demander la **ristourne de la taxe**.
 - Seules les entreprises dépassant un certain **seuil de chiffre d'affaires** sont assujetties.
 - Ainsi les entreprises nouvellement formalisées ne paient pas la taxe dans leurs premières années d'activité, tout en ayant droit à bénéficier des formations financées par le fonds.
 - Les entreprises formelles les plus grandes financent donc par la TFP **l'élargissement du vivier** qui permettra dans le futur d'alimenter la taxe.

ORIGINE DU FINANCEMENT (5/5)

- **Financement par les futurs employeurs**

- on peut penser à un **pré recrutement** par des entreprises importantes, par des organismes de développement, par les Ministères chargés des programmes de formation, dans le cadre de contrats à définir.
- Cité pour mémoire, ce système ne peut apporter que des solutions locales et non généralisables

INSTRUMENTS FINANCIERS (1/4)

- **Formation initiale**

- Création d'un **fonds spécialisé (EPA)** destiné à recevoir les financements de l'Etat et des PTF et à en assurer une gestion souple et efficace
- Il appliquerait les décisions prises soit par son CA, soit par l'autorité de tutelle après avis d'un conseil d'orientation de la formation professionnelle
- Concernant la FAR, un comité spécialisé proposerait des orientations particulières pour ce secteur.

INSTRUMENTS FINANCIERS (2/4)

- Ce fonds prendrait en charge:
 - les réhabilitations et constructions de **bâtiments** des établissements du **secteur public**
 - les **équipements et matériels** divers de ces mêmes établissements
 - les subventions aux établissements **privés** et associatifs pour la prise en charge des **frais de scolarité des élèves**.
 - les frais de développement et de diffusion de **contenus pédagogiques**
 - les subventions spécifiques d'incitation à la construction d'établissements de FP dans les **zones défavorisées**

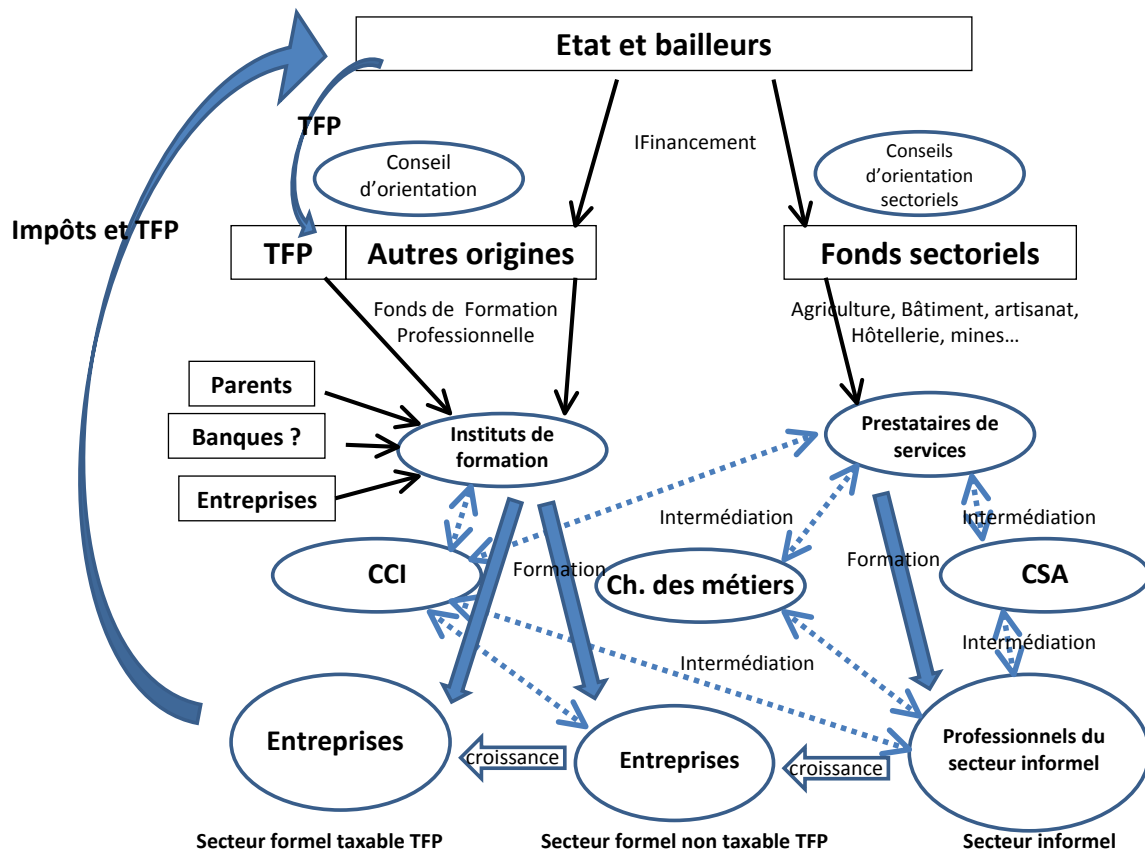
INSTRUMENTS FINANCIERS (3/4)

- **Formation continue du secteur formel**
 - **Collecte de la TFP par les services fiscaux**, et reversement intégral au fonds (le même que celui qui doit gérer le financement de la formation initiale, mais dans un tiroir différent).
 - Le fonds aurait pour mission **la gestion et le contrôle de la ristourne** et le **financement des demandes de formation continue** par les entreprises.
 - Ces demandes pourraient être directes ou par l'intermédiaire des CCI et des CM, dans le cas des plus petites entreprises.
 - Le fonds pourrait avoir un rôle de **gestion d'une base de données des prestataires de services** de formation et de leurs qualifications, les agréments des prestataires de formation pouvant être prononcés par le SE ETFP.

INSTRUMENTS FINANCIERS (4/4)

- **Formation continue du secteur informel**

- il est préférable de traiter ce type d'activités **avec les instruments habituels du développement rural**, avec des financements séparés de ceux concernant les formations initiale et continue du secteur formel.
- Il faut en outre remarquer que les activités de formation du rural informel sont des instruments parmi d'autres du développement rural.
- Par exemple le Fonds de Développement Agricole (FDA) peut servir, outre la formation continue à la demande, à financer des fonds d'indemnisation de calamités agricoles, des subventions d'équipements, des recherches, de l'achat d'expertise, des bonifications d'intérêts...
- **Il n'est d'ailleurs pas impensable que le FDA finance aussi des établissements de formation initiale spécifiquement agricoles**, comme par exemple les MFR, ou les EASTA.



OBJECTIFS À ATTEINDRE (1/3)

- **Donner leurs chances à tous les jeunes ruraux** qui le méritent, en finançant le coût de leurs études, ou en favorisant leur financement
- **Favoriser les initiatives des parents** en faveur de l'éducation de leurs enfants, notamment l'UNMFR et autres associations du même type
- **Donner des métiers** à tous les jeunes ruraux, dans et hors agriculture, de préférence en milieu rural
- **Préparer une élite d'agriculteurs et d'autres métiers** ruraux à prendre des responsabilités professionnelles et électives dans les CTD, dans les OP et les interprofessions.
- Préparer les ruraux à affronter les **défis environnementaux** (conservation des eaux et des sols, c'est-à-dire aussi de la couverture forestière) et le défi climatique.

OBJECTIFS À ATTEINDRE (2/3)

- **Former les techniciens et enseignants** que le programme de formation de masse suppose (évaluer ces besoins), tout en remplaçant les enseignants qui vont massivement prendre leur retraite dans les prochaines années
- Former les ingénieurs et techniciens **nécessaires aux entreprises** d'amont et d'aval de l'agriculture
- Mettre en place un **système de formation continue des enseignants** des centres de formation, ainsi que des prestataires de services de formation au monde rural
- **Connaître l'offre de formation** dans les métiers ruraux, la **comparer à la demande**, et proposer des mesures correctrices. Constituer une **base de données** à cet effet.
- **Corriger les disparités régionales** : subventionner des installations d'établissements privés dans les régions délaissées jusqu'à présent.

OBJECTIFS À ATTEINDRE (3/3)

- Favoriser la production, l'échange et la diffusion de **contenus pédagogiques** par des financements appropriés et l'utilisation massive des TIC
- L'Etat doit assurer ses responsabilités en matière de **contrôle de qualité des établissements de formation** initiale et donner aux parents d'élèves une information fiable sur la qualité des établissements de formation. cf ONEF.
- De même en matière de formation continue, l'Etat doit se préoccuper **de certifier les qualités des prestataires**, et d'assurer la transparence sur l'offre de services. cf stratégie de services
- **Former les CTD à l'accompagnement** des besoins de formation du monde rural, à l'accompagnement de l'évolution des secteurs productifs, à l'accompagnement des migrations.

REPARTITION DES RÔLES (1/3)

- **Le SE ETFP :**
 - Réglementation des diplômes et des programmes,
 - contrôle des établissements,
 - délivrance des agréments,
 - expertise en matière de formation des maîtres et de pédagogie.
- **Les Ministères techniques :**
 - Participation à la définition des programmes de formation initiale,
 - participation au contrôle de qualité des établissements de formation initiale et continue dans leur domaine de compétence,
 - gestion de certains établissements propres comme les EASTA.
- **Conseil d'orientation interministériel de la FAR :**
 - évalue les besoins en fonction des statistiques fournies par les organismes spécialisés,
 - commande des enquêtes,
 - effectue un diagnostic annuel de la situation,
 - et propose une répartition des ressources disponibles entre les diverses utilisations : formation initiale d'une part, formation continue d'autre part, dans les divers secteurs économiques.

REPARTITION DES RÔLES (2/3)

- Un **secrétariat exécutif** du CNFAR
- Des **conseils régionaux de** la FAR
- **Fonds de formation professionnelle :**
 - gère les formations professionnelles continues du personnel des entreprises du secteur formel : cf système tunisien.
 - Gère en outre les financements de l'Etat et des bailleurs pour financer la formation initiale
 - Il s'agira de deux tiroirs séparés, l'argent de la FP continue ne devant pas être mélangé avec celui de la formation initiale.

REPARTITION DES RÔLES (3/3)

- **Fonds sectoriels spécialisés :**
 - gèrent les ressources consacrées à la formation professionnelle continue du secteur informel : exemple FDA FRDA.
- **CSA, CCI, CM :**
 - intermédiation besoins –ressources de formation pour le secteur informel.
- **L'ONEF :**
 - observatoire, étude des besoins en matière de formation, statistiques.
- **L'OMEF :**
 - observatoire de l'emploi, qui pourrait servir de service de suivi évaluation de la SNFAR.

VISITE DE QUELQUES CENTRES DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE

Compte rendu de fin de mission de
Claude LAROCHE
le 29 octobre 2010

MFR de Mantasoa (Analamanga)

Secteur associatif

**Formation initiale de
producteurs en 2 ans ou en
4 ans selon niveau d'entrée**

Recrutement : primaire 13-
21 ans

Agriculture, élevage,
broderie, couture,
menuiserie

Alternance école domicile
par période de deux
semaines

Internat 20 places

Entrants : 16 / an

Sortants certifiés : 5 / an



Centre de formation agricole d'Anjepy (Analamanga)

Secteur associatif

Activité 1

Formation initiale de producteurs en 2 ans

Recrutement : titulaire du CEPE, 14-18 ans, disposant de terres

Agriculture, élevage, génie rural, mécanisation et outillage agricoles

Alternance école domicile sur la journée

pas d'internat

Entrants : 26/an

Sortants certifiés : 16/an



3

Centre de formation agricole d'Anjepy (Analamanga)

Secteur associatif

Activité 2

Formation d'agriculteurs à la demande

Sessions de 3 à 5 jours hors période scolaire

Agriculture, élevage, génie rural, mécanisation et outillage agricoles

Enseignement pratique dominant

Pas d'internat

Capacité : 52 places

400 personnes/an maximum

2.000 H-j / an maximum



4

Collège agricole d'Ambondromisotra (Amoro Mania)

Secteur associatif

Formation initiale de producteurs en 3 ans

Recrutement : titulaires CEPE, 14-18 ans

agriculture, élevage

Formation 50% pratique au centre + stages

Internat obligatoire 90 places

Entrants : 30/an

Sortants certifiés : 23/an



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de la FAR

5

Ferme école de Tombontsoa (Vakinankaratra)

Secteur privé confessionnel

Formation initiale de producteurs en un an.

Recrutement niveau 3^{ème}, plus de 18 ans

Diplôme de technicien en agronomie générale

Agriculture, élevage, économie rurale, environnement

L'internat est obligatoire. 72 garçons, 32 filles

Entrants : 100/an

Sortants diplômés : 95



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de la FAR

6

EASTA Ambatobe (Analamanga)

(Ecole d'Application des Sciences et Techniques Agricoles)

Secteur public (Etablissement du Minagri)

Formation initiale techniciens niveau Bac pro (DTA) en 3 ans

Recrutement sur concours : titulaires BEPC, 18-23 ans, célibataires

Génie rural et élevage

Enseignement classique + stages

Internat 70 places

Entrants : 48 tous les 3 ans
Tous diplômés sauf qq abandons



Dispositifs et systèmes de financement de la FAR

7

Lycée Technique Professionnel Agricole de Sahamadio/Fandriana

Secteur public (Enseignement Technique)

Activité 1

Brevet d'Etudes professionnelles et Bac Professionnel en 3 ans

Recrutement sur concours après le BEPC

Agriculture, élevage

Enseignement au centre
30% pratique sans stages

Pas d'internat

Entrants : 85 / an
Sortants diplômés :



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de la FAR

8

Lycée Technique Professionnel Agricole de Sahamadio/Fandriana Secteur public (Enseignement Technique)

Activité 2

Formation professionnelle continue à programme prédéterminé (Formation professionnelle qualifiante technicien agricole) en 2 mois

Recrutement niveau 4^{ème} sur dossier. Perfectionnement de professionnels

Agriculteur éleveur encadreur

Enseignement 70% pratique sur les terrains du Lycée

Une session / an (sept-octobre)

15 à 20 élèves

48 jours de formation



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de la FAR

9

Lycée Technique Professionnel Agricole de Sahamadio/Fandriana Secteur public (Enseignement Technique)

Activité 3

Formation Professionnelle continue à la demande (Apprentissage des métiers de base : AMB)

Perfectionnement des paysans de la région

Agriculture, élevage

Sessions de 2 ou 3 jours

Pas d'internat

574 stagiaires

1435 H-j en 2009-2010



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de la FAR

10

Centre de Formation Professionnelle de Bevalala
Secteur privé confessionnel

- **Activité 1**
- **Formation de techniciens niveau Bac Pro (Ecole Technique de Bâtiment) en 3 ans**
- Recrutement niveau BEPC
- Pas d'internat
- Entrants : 50 / an
- Sortants diplômés : 40

Centre de Formation Professionnelle de Bevalala
Secteur privé confessionnel

- **Activité 2**
- **Formation de techniciens Licence Pro (Ecole Professionnelle Supérieure Agricole) en 3 ans**
- Recrutement après le Baccalauréat
- LMD
- Pas d'internat
- Entrants : 50/an
- Sortants diplômés : 36 / an

Centre de Formation Professionnelle de Bevalala

Secteur privé confessionnel

- **Activité 3**
- **Formation d'agriculteurs à la carte (FIFA : « Fiompiana y Fambolena » : Élevage et Agriculture)**
- Recrutement : adultes de plus de 18 ans. 80% professionnels désirant se perfectionner. 20% étudiants désirant se spécialiser.
- Formule intermédiaire entre formation initiale et formation continue
- agriculture, élevage, comptabilité gestion agricole
- Enseignement par modules de 3 semaines (9 modules). Les apprenants suivent entre 1 et 9 modules.
- Internat obligatoire 70 places
- 120 à 150 apprenants par an, moyenne 4,15 cycles par personne

29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

13

ISTRAM (Institut Supérieur de Technologie Régional de Amoron'i Mania)

Secteur public (MESRS)

Formation de techniciens Licence Pro en 3 ans

Recrutement après le Bac

Système LMD

Prod végétales, Prod animales,
Industries agricoles alimentaires
et artisanat, Communication et
animation rurale, Agro -
management

A ouvrir : génie rural, Equipement
rural et énergies, administration
locale

Pas d'internat

Entrants 150 / an (ouvert en
2010)



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

14

ASJA (Athénée Saint Joseph Antsirabe)

Secteur privé confessionnel

Activité 1

Formation de techniciens Licence Pro Sciences Agronomiques et Sciences de la terre, en 3 ans

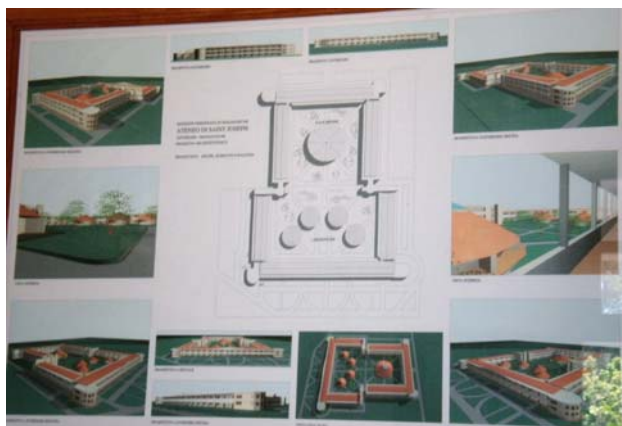
Recrutement après le Bac
Système LMD

Sciences agronomiques,
Productions végétales,
Productions et santé animales,
agro alimentaire, Sciences de la
terre, hydrologie, hydrogéologie,
lapidairerie

Pas d'internat

Entrants : 73/an
Sortants diplômés : 71

200 places sur une capacité de
1000 places



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

15

ASJA (Athénée Saint Joseph Antsirabe)

Secteur privé confessionnel

Activité 2

Master et Master Pro Sciences Agronomiques et Sciences de la terre, en 2 ans

Recrutement après la Licence
Système LMD

Sciences agronomiques,
Productions végétales,
Productions et santé animales,
agro alimentaire, Sciences de la
terre, hydrologie, hydrogéologie,
lapidairerie

Pas d'internat

Entrants : 60 /an
Sortants diplômés : 58

110 places sur une capacité de
1000 places



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

16

CEFFEL – FERT – FIFATA Antsirabe (Vakinankaratra) Secteur associatif

Activité 1

Formation à la demande de courte durée d'agriculteurs et techniciens

Sessions de 3 à 5 jours

maraîchage, arboriculture

75% de formation de terrain sur
les parcelles du centre.

Internat 50 places

En 2009/2010

32 sessions

125 jours de formation

568 stagiaires



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

17

CEFFEL – FERT – FIFATA Antsirabe (Vakinankaratra) Secteur associatif

Activité 2

Formation de formateurs en 11 mois (pour les collèges FIFATA)

Recrutement : bacheliers avec
expérience ou BTS EPSA, ou issus
d'autres écoles (Tombontsoa,
EASTA)

Formation 50% pratique au
centre

Agriculture, élevage

Internat 20 places

12 élèves par an

Poursuite fonction des
financements



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

18

CEFFEL – FERT – FIFATA Antsirabe (Vakinankaratra) Secteur associatif

Activité 3

Formation au métier de conseiller agricole (cursus long) en 11 mois pour projet BVPI-SEHP

Recrutement : bacheliers avec expérience ou BTS EPSA, ou issus d'autres écoles (Tombontsoa, EASTA)

Formation 50% pratique au centre

Agriculture, élevage

Internat 20 places

12 élèves par an

Poursuite fonction des financements



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

19

CEFFEL – FERT – FIFATA Antsirabe (Vakinankaratra) Secteur associatif

Activité 4

Formation au métier de conseiller agricole (formation courte) en 7 semaines sur 1 an

Pour besoins du projet BVPI-SEHP

Recrutement : des techniciens, des agents de terrain déjà en poste dans des projets ou des OP.

Alternance centre activité actuelle

Internat

40 personnes /an

Poursuite fonction des financements



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

20

ONG Tafa

Secteur associatif

Formation professionnelle continue à la demande

de quelques jours à un an

du paysan à l'ingénieur

Semis direct sur couvert végétal, lutte anti érosive

Beaucoup de pratique sur les terrains de l'ONG. Théorie pour ingénieurs et techniciens

Pas d'internat

En 2009/2010,
20 sessions, 322 stagiaires



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

21

FTMTK (Fivondronan'ny Tanora Malagasy Tantsaha Katolika)

Secteur associatif confessionnel

Formation continue de formateurs paysans

agriculture, élevage, pêche, pisciculture, forêt, foncier, droit civil, comptabilité

Recrutement : paysans

Sessions de 3 à 4 jours 2 fois par an

Formation pratique dominante

30 à 50 élèves par session

Après leur formation, les formateurs reviennent dans leur village d'origine et diffusent leur savoir nouvellement acquis auprès des membres de FTMTK.



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

22

Association SAHAFA, centre d'Ankatso

Secteur associatif

**Alphabétisation
d'adolescents déscolarisés
sur 40 semaines**

Recrutement : 12-17 ans

Méthode ASAMA

Classes de 25 élèves

L'association scolarise une
centaine d'élèves par an.

Environ 50% obtiennent le
CEPE à l'issue de la formation.



29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

23

Calcul de ratios

| | |
|--|---|
| Ratios de succès de l'enseignement | Certifiés ou diplômés / entrants |
| | Sortants non certifiés / entrants |
| | Abandons / entrants |
| Ratios de moyens humains <i>ETP : Equivalent temps plein</i> | Effectifs totaux / ETP totaux |
| | Effectifs totaux / ETP enseignants |
| | ETP enseignants / ETP totaux |
| | ETP enseign. perm. / Nb enseignants perm. |
| Ratios de capital immobilisé | Valeur des terrains / Nb de places |
| | Valeur des bâtiments / Nb de places |
| | Valeur des matériels / Nb de places |
| | Imobilisations totales (sauf errains) / Nb de places |
| Ratios de coûts annuels | Budget total / effectif total |
| | Budget total / flux annuel de sortants |
| | Budget total / flux annuel de diplômés ou certifiés |
| Ratios de financement | Redevances des parents / budget total hors nourriture |
| | Production du domaine / budget total hors nourriture |
| Capacité contributive des parents | Par an et par élève, sans la nourriture |
| | Par an et par élève, avec la nourriture |

29 octobre 2010

Dispositifs et systèmes de financement de
la FAR

24